

Les activités récentes de la fédération

N° 42

1 La fédération elle-même

Voici un point des informations transmises par notre fédération depuis notre bulletin n° 41 (donc en mai 2020).

1.1 *L'organisme d'accréditation polonais réalise des audits en ligne*

L'administrateur polonais de la fédération nous a informés que leur organisme d'accréditation (PCA) a réalisé en visioconférence (par zoom) une vingtaine d'audits.

1.2 *AG en ligne de notre partenaire Eurachem*

L'AG de notre partenaire Eurachem s'est tenue les 27 et 28 mai par Internet. La fédération y était représentée.

1.3 *Deux webinaires TIC Council*

- Notre partenaire TIC a organisé mi-mai une réunion à distance avec la directrice des obstacles techniques aux échanges de la représentation des USA. La réunion a porté sur les obstacles aux échanges en matière de contrôle de conformité, dans le cadre des accords de l'OMC.
- TIC a également organisé fin mai une réunion à distance avec l'office européen de la propriété intellectuelle traitant des certificats contrefaits (notamment dans le secteur médical).

1.4 *Les évolutions de la politique européenne en matière de conformité*

Voici les informations transmises par le secrétariat de la fédération :

1.4.1 *Les associations critiquent les évolutions de la charte de l'énergie*

Les États membres de l'UE ont donné à la Commission mandat, l'année dernière, pour réviser le traité sur la Charte de l'énergie de 1991. La Commission a proposé de réviser cette charte notamment son mécanisme d'arbitrage (trop favorable aux pétroliers). Les associations souhaitent un projet encore plus ambitieux

1.4.2 *Faut-il réviser les règles sur les POP ?*

La commission a chargé un consortium (comportant l'INERIS) de préparer une étude externe pour soutenir les révisions potentielles du règlement (UE) n° 2019/1021 sur les polluants organiques persistants (le règlement POP), y compris les modifications des valeurs limites de faible teneur en POP dans l'annexe IV.

1.4.3 *L'AIE estime que les énergies renouvelables devraient se développer en 2020*

Selon l'Agence internationale de l'énergie, les énergies renouvelables sont la seule source d'énergie dont la demande devrait augmenter en 2020. On note cependant un tassement de la progression du fait de l'épidémie.

1.4.4 Place de l'hydrogène

L'hydrogène sera un « élément central » de la stratégie d'intégration du système énergétique que la Commission européenne présentera en juin

1.4.5 Automobile

La labellisation des pneumatiques (qui représente 20 à 30 % de la consommation de carburant d'un véhicule) pourrait contribuer à la réduction des émissions du secteur automobile

1.4.6 Un appel à une reconstruction verte

Le groupement des dix grandes associations environnementales européennes a lancé le 14 mai un appel au « plus grand plan d'investissement vert que le monde ait jamais connu »,

1.4.7 Une conditionnalité verte pour les aides d'État

Durant la crise, la Commission a assoupli les règles sur les aides aux entreprises, mais envisage de demander qu'elles soient utilisées pour progresser sur le climat et l'environnement.

1.4.8 Initiative franco – allemande de relance

La chancelière allemande et le président français ont annoncé leur proposition commune pour un programme de relance européen de 500 milliards d'euros. Cette initiative vise à faire sortir l'Europe de la crise « unie et solidaire » et à préparer l'UE aux défis futurs.

1.4.9 Recommandations pour une réponse coordonnée à la pandémie

La Commission a proposé des orientations de politique économique à tous les États membres de l'UE dans le contexte de la pandémie de coronavirus. Elles s'articulent autour de deux objectifs :

- à court terme, atténuer les graves conséquences socio-économiques négatives de la pandémie de coronavirus ;
- et à court et moyen terme, parvenir à une croissance durable et inclusive qui facilite la transition verte et la transformation numérique.

1.4.10 Brexit

- Le négociateur de l'Union européenne, Michel Barnier, a déclaré le 20 mai que la Grande-Bretagne n'avait pas automatiquement droit aux avantages que le bloc avait précédemment accordés à d'autres partenaires commerciaux.
- Le Royaume-Uni dévoile le régime tarifaire post-Brexit

1.4.11 Consultation sur les infrastructures énergétiques

La Commission a lancé une consultation publique sur le réexamen des règles relatives aux infrastructures énergétiques transeuropéennes (jusqu'au 13 juillet 2020). Les réponses seront prises en compte pour la révision du règlement sur les infrastructures énergétiques transeuropéennes.

1.4.12 La biodiversité source de résilience

La Commission a adopté une nouvelle stratégie en faveur de la biodiversité pour faire revenir la nature dans nos vies et une stratégie « de la ferme à la table ». Conformément au « pacte vert » européen, ces stratégies visent à mettre un terme à la perte de biodiversité et à transformer nos systèmes alimentaires.

1.4.13 La crise et les organismes notifiés

- La Commission européenne a autorisé les États membres à s'écarter des procédures normales de surveillance des organismes notifiés pendant la pandémie COVID-19, en vertu d'un amendement au règlement d'application publié mardi.
- La Commission a déclaré que les États membres peuvent renouveler les désignations en vertu des règlements en vigueur sur les dispositifs sans effectuer l'évaluation sur place requise en temps normal. La législation assouplit également les règles de surveillance et de contrôle.

- La Commission a publié des lignes directrices précisant quand les dispositifs autorisés à être utilisés par les autorités nationales sans évaluation de la conformité peuvent être mis à disposition dans toute l'Union européenne.

1.4.14 Aider les secteurs agricoles et alimentaires

La Commission a publié un paquet de mesures exceptionnelles visant à soutenir davantage les secteurs agricoles et alimentaires (aide aux stockages, flexibilités des règles pour les petites exploitations).

Il y a un débat au Royaume-Uni sur l'opportunité, dans le cadre des négociations avec les USA, de réduire les normes sur les produits agricoles

1.4.15 En matière médicale « Buy American » ou pas ?

Plus de 250 économistes, dont deux lauréats du prix Nobel ont envoyé une lettre à Trump et au Congrès pour les exhorter à ne pas imposer de nouvelles exigences « Buy American » sur les produits médicaux ou les médicaments en réponse à la crise sanitaire. La Maison Blanche semble en effet travailler à des mesures protectionnistes dans ce domaine.

1.4.16 Surveillance du marché

Le déficit commercial américain s'est creusé de 12 % en mars 2020, le coronavirus frappant les exportateurs et le tourisme.

1.4.17 Concurrence équitable pour les producteurs européens

Un rapport de la Commission démontrerait l'efficacité des droits antidumping ou antisubventions européens.

1.4.18 La Commission lance une étude sur les plates-formes numériques

La Commission lance une étude sur les plates-formes numériques pour alimenter la prochaine loi sur les services numériques,

1.4.19 Le Parlement se penche sur l'IA

Les législateurs européens ont débattu de la façon dont l'UE va gérer l'apparition des technologies IA de la prochaine génération.

1.4.20 Des projets de recherche contre le virus

- La Commission mise sur les tests d'anticorps pour éviter une seconde vague de virus ;
- La Commission a annoncé que 8 projets de recherche (117 M€), visant à développer des traitements et des diagnostics, ont été sélectionnés dans le cadre d'un appel à propositions d'un partenariat public-privé.
- L'agence européenne du médicament développe des procédures rapides de mise sur le marché
- Il est nécessaire de mobiliser les TIC pour fluidifier la coopération entre scientifiques

2 Les instances d'accréditation

2.1 Actions communes à IAF & ILAC

2.1.1 Communication sur le virus

Une communication sur l'accréditation dans le cadre de la lutte contre COVID-19, est disponible sur la chaîne YouTube de l'IAF/ILAC

2.2 IAF

2.2.1 Une étude sur d'éventuels faux certificats

Vous savez qu'IAF a mis sur pied une base de données mondiale des certificats, lors de la réunion du comité de gestion de la base la question des faux certificats de système de gestion a été soulevée (les certificats de produits ne seraient pas concernés).

2.3 ILAC

2.3.1 Le compte rendu annuel sur la reconnaissance mutuelle disponible

Ce compte rendu est en ligne sur le site de l'ILAC à l'adresse suivante :
<https://ilac.org/publications-and-resources/ilac-promotional-brochures/>

2.3.2 Séminaire en ligne ILAC sur les matériaux de référence

L'institut de métrologie canadien, en partenariat avec ILAC et le CIPM, a organisé un séminaire en ligne intitulé « Directives harmonisées pour les producteurs et utilisateurs de matériaux de référence - état actuel et perspectives futures ».

2.3.3 Ajustement de la période transition de la 17-025

L'ILAC a soumis à une période de consultation de 30 jours, une recommandation ; compte tenu des progrès réalisés dans la transition avant l'épidémie et de son impact mondial ; ILAC recommande que la fin de la période de transition adoptée dans le cadre de la résolution GA 20.15 de l'ILAC (novembre 2016) soit prolongée du 30 novembre 2020 au 1er juin 2021.

Si la consultation est positive, l'ILAC mettra à jour le communiqué commun ILAC ISO.

2.4 EA

2.4.1 Un recours en Cour de justice

Un recours est en cours d'examen devant la Cour de justice sur le règlement (CE) n° 765/2008 relatif à l'accréditation et son organisation. Affaire à suivre !

2.4.2 Nouveaux documents disponibles

- EA-INF 2/19 liste des risques pour les processus d'accréditation et le fonctionnement des organismes d'accréditation ;
- Personnes-ressources des membres titulaires et associés de l'EA, des parties prenantes reconnues et des observateurs ;
- EA-INF/01 liste des publications et documents internationaux de l'EA.

2.4.3 Une AG virtuelle le 14 mai

EA a tenu son AG virtuelle le 14 mai 2020. Les résolutions les plus significatives sont :

- 1 l'UKAS (organisme britannique d'accréditation) restera membre à part entière de l'EA jusqu'au 31 janvier 2022 (pour organiser la transition) ;
- 2 le programme de travail de l'EA pour 2021 a été approuvé ;
- 3 la révision du texte l'EA 1/17 — procédure d'enquête et de résolution des plaintes et des recours est engagée.

3 L'actualité en normalisation

3.1 ISO

3.1.1 Annulation des réunions physiques

Elle est prolongée jusqu'à fin août 2020

3.2 Les travaux du CASCO

Rappel : le CASCO est le comité de l'ISO qui traite des questions d'évaluation de la conformité.

3.2.1 Révision du guide des bonnes pratiques sur l'évaluation de conformité

L'ISO nous informe de la prochaine révision du Guide ISO/CEI 60 qui recommande les bonnes pratiques pour tous les éléments des évaluations de la conformité. Ce Guide est destiné aux organismes qui souhaitent fournir des services d'évaluation de la conformité éthiques et fiables, parmi lesquels les laboratoires d'essais d'EUROLAB.

3.2.2 Une synthèse sur les principaux changements pour les directives ISO-CEI 2020 partie 1

Le CASCO a diffusé un PowerPoint qui synthétise les principaux changements de la 16e édition des normes ISO/CEI, partie 1, et de la 11e édition du supplément ISO consolidé